



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 29 NOVEMBRE 2017

ENGAGEMENT ASSOCIATIF : LES DEPUTES INTERPELLENT LE GOUVERNEMENT

Une [proposition de résolution relative à l'engagement associatif et à sa reconnaissance](#) sera examinée demain, à l'Assemblée Nationale. Dans un contexte de fragilisation des associations, avec notamment la récente suppression de la réserve parlementaire, France Nature Environnement se réjouit de voir les députés se saisir de cet important sujet. La fédération demande au Gouvernement d'y donner suite, et ainsi d'activer les leviers pour favoriser l'engagement associatif.

Des associations indispensables à la démocratie

Les associations sont un levier majeur pour faire vivre la « démocratie du quotidien » : elles prennent part à la vie des territoires en les dynamisant, notamment par la création d'emploi mais également en étant force d'initiatives et de propositions, en organisant des événements, des débats...

Elles ont un rôle fondamental dans la participation aux instances consultatives et de concertation, au niveau national comme local, ou encore dans l'enrichissement des consultations publiques. L'action des associations répond à une demande de participation des citoyens et contribue à les réinvestir dans la vie publique. Elle répond enfin à la nécessité de défendre l'intérêt général, et non des intérêts catégoriels comme d'autres lobbys, auprès des décideurs.

Des associations en difficulté

La diminution des subventions publiques depuis plusieurs années a fragilisé le modèle économique des associations. Leur situation économique déjà précaire s'est récemment aggravée avec la suppression de la réserve parlementaire et la diminution drastique des contrats aidés. Plusieurs associations du mouvement France Nature Environnement ont été amenées en conséquence à licencier et à renoncer à des projets pourtant bénéfiques pour tous. Pour conserver un tissu associatif vivant, elles ont besoin d'aide !



Une proposition de résolution appelant le gouvernement à agir

Le texte soumis demain au vote souligne notamment le rôle majeur que peuvent jouer les associations dans l'élaboration des politiques publiques et la nécessité de trouver des leviers pour favoriser l'engagement associatif.

France Nature Environnement est heureuse de voir les Députés se saisir de ce sujet et appeler le Gouvernement à agir. Ce dernier a annoncé il y a peu sa volonté « *d'approfondir le dialogue avec les associations et d'affirmer une ambition nouvelle au service de la vie associative* », avec d'ici 2018 une nouvelle stratégie pour la vie associative et l'économie sociale et solidaire. La fédération accueille avec intérêt mais néanmoins vigilance l'annonce de l'ouverture de ce chantier fondamental.

Pour **Michel Dubromel, président de France Nature Environnement** : « *Emmanuel Macron s'était engagé lors de sa campagne à soutenir les associations¹. Nous attendons donc avec impatience les travaux annoncés. Pour rester riche et vivant, le monde associatif a notamment besoin d'un statut du bénévole associatif qui lui ouvre des droits pour accomplir pleinement son engagement. Les représentants associatifs sélectionnés sur des critères objectifs doivent avoir les moyens de mener à bien leur mission sans être dépendants du bon vouloir de leur employeur, à l'image de ce qui existe pour les jurés d'assises.* »

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).

¹ Communiqué de presse d'EM du 23/03/2017 : <https://en-marche.fr/articles/communiqués/appel-des-solidarités-je-reponds-present-emmanuel-macron> (« *j'ai également proposé la création d'un accélérateur d'associations. Cette nouvelle structure aura pour mission d'aider les associations les plus utiles à notre société à se déployer rapidement à l'échelle du territoire. Elle leur apportera pour ce faire un appui financier considérable (puisque'elle sera dotée de plusieurs centaines de millions d'euros), un accompagnement administratif pour lever tous les blocages réglementaires, ainsi que des ressources dans tous les domaines nécessaires pour changer d'échelle. Vous demanderez, à raison, des progrès, des résultats. Mon gouvernement répondra présent et mettra en œuvre le changement de modèle que je porte. Je lui confierai la tâche de vous réunir collectivement chaque semestre pour montrer comment les différents chantiers issus de vos revendications avancent, comment la transition et mes engagements se concrétisent, mais aussi pour identifier ensemble les blocages, mettre en valeur les réussites, dépasser les difficultés et innover toujours, sans jamais renoncer à l'idéal de justice et d'efficacité qui nous habite.* »